

Les maîtres de l'héroïne Série 1/4

Mardi, l'Afghanistan

Tous les niveaux de pouvoir sont touchés par la « narcocorruption ».

Mercredi, Iran et Turquie

Téhéran se bat réellement, mais Istanbul reste au cœur du trafic.

Jeudi, Bulgarie et Serbie

Lentement, Sofia et Belgrade mettent à genoux leurs mafias.

Vendredi, le cas Benelux

Proche de Rotterdam, la Belgique est le grand bazar de l'héroïne.

lesoir.be

Retrouvez les articles, cartes, interviews, documents, photos et vidéos sur notre site, à l'adresse blog.lesoir.be/grammedheroine/

Cette enquête n'aurait pas été possible sans l'aide financière du Fonds pour le Journalisme (Bruxelles), la participation du Centar za istrazivacko novinarstvo (CINS, Belgrade) et l'appui de plusieurs collègues est-européens de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ, Washington).

Voici les bénéficiaires afghans de l'héroïne

QUAND UN GRAMME D'HÉROÏNE est acheté en Belgique, qui empoche les bénéfices ?

ENQUÊTE

Qui sont les bénéficiaires réels du trafic d'héroïne en Belgique ? Les Afghans ? Les Européens, ou certains intermédiaires ? Peut-on enquêter sur le sujet de Kaboul jusqu'en Belgique, identifier sinon des hommes, du moins des filières, des groupes criminels, voire des protections occultes ?

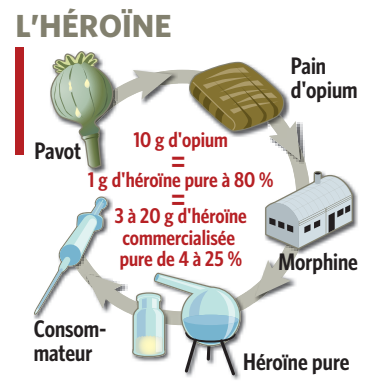
C'est cette enquête que nous vous proposons de suivre jusqu'à vendredi. L'idée a germé en reportage au sud de l'Afghanistan, en découvrant avec quel soin le blindé qui nous transportait contournait les champs de pavot, et évitait de poser ses chenilles sur le moindre décimètre cultivé, fut-il clairement illicite. Ainsi, alors que les dernières enquêtes trahissent un retour inquiétant de la consommation d'héroïne en Europe de l'Ouest, alors que l'héroïne saisie dans le Benelux est exclusivement d'origine afghane, les Pays-Bas et la Belgique envoient des milliers d'hommes en Afghanistan avec ce mot d'ordre paradoxal : surtout, ne pas s'intéresser au pavot.

De retour dans la capitale afghane, un ancien officier du renseignement US allait accroître notre étonnement : cartes au mur, il nous a expliqué comment, à partir de 2008, les armées anglo-saxonnes

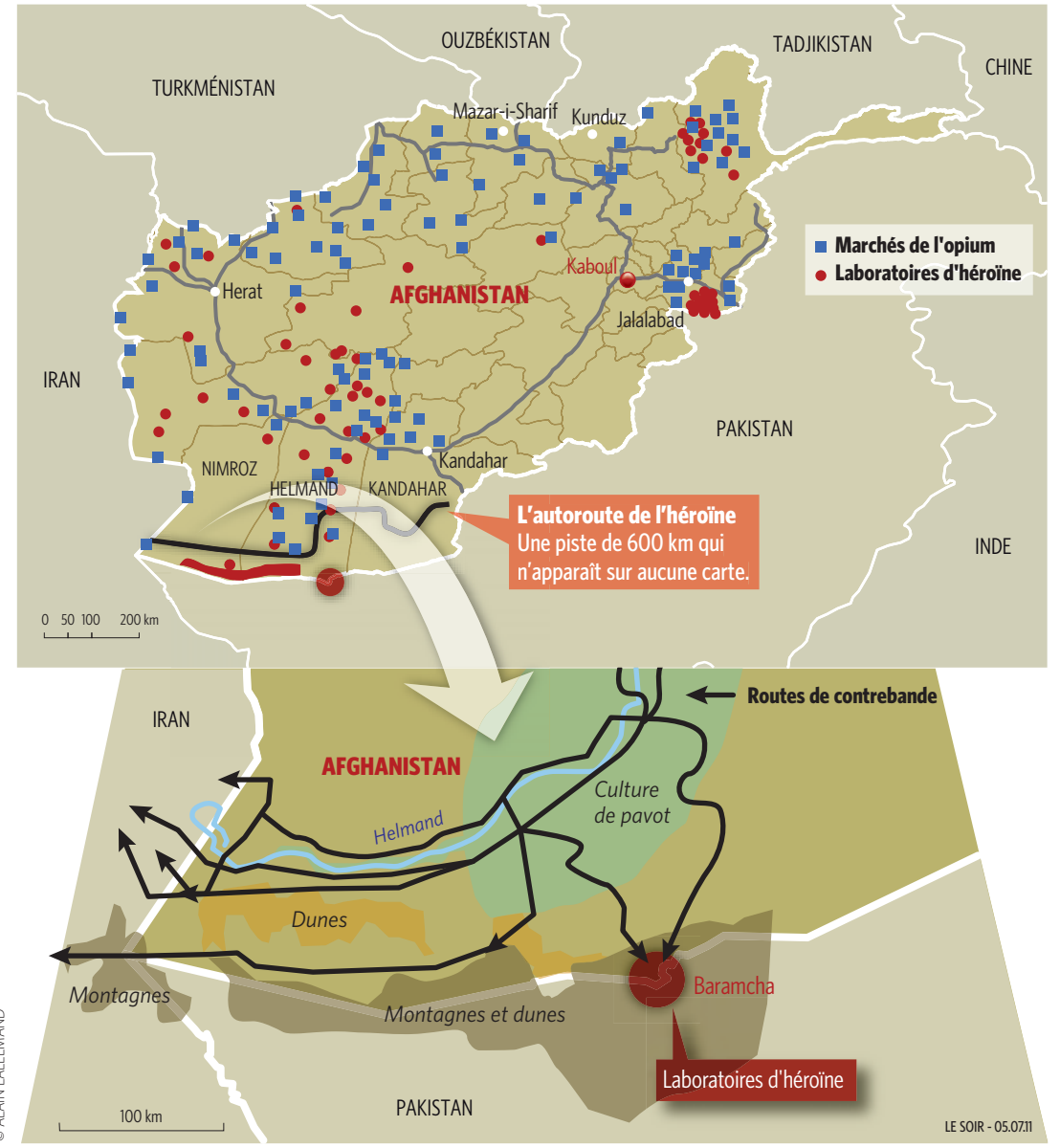
ont tourné le dos aux routes de trafic de l'Ouest afghan puis, en 2010, face à l'ampleur du travail, renoncé à soumettre l'extrême sud où opèrent les mafias tribales qui exportent l'héroïne. Du coup, avec la bénédiction des pouvoirs locaux et de membres du gouvernement Karzaï, l'autoroute afghane de l'héroïne pouvait renaître et déverser son poison sur l'Iran, la Turquie, l'Europe (Le Soir, 21 octobre 2010).

Bref, l'Union européenne aurait tort de compter sur Kaboul ou sur l'Otan pour se protéger de l'héroïne. Mais si le Benelux ou l'Union partait demain en guerre contre cette drogue, cela aurait-il le moindre sens ? Tout à fait : selon notre enquête, 85 % des revenus de l'héroïne afghane vendue en Europe de l'Ouest demeurent sur le continent européen ou dans le patrimoine de ses résidents. Ce sont donc, en principal, des résidents européens qui empoisonnent la jeunesse européenne.

Car qui s'enrichit de la misère de près de trois millions d'héroïnomanes d'Europe ? Al-Qaïda, les talibans, la famille Karzaï ? Oui, mais bien d'autres encore : le crime organisé bulgare, les mafias turques d'Istanbul et de Rotterdam, les indépendantistes kurdes, plusieurs réseaux familiaux du Nord-Est marocain, quelques Nigériens sans oublier les Belges. ■ ALAIN LALLEMAND



L'héroïne Cette enquête parle d'un stupéfiant d'origine végétale, tiré d'une variété particulière de pavot (Papaver somniferum). Le bulbe est incisé en juin, rend un latex qui est recueilli et mis à sécher pour constituer une pâte brune, déjà fumable telle quelle : l'opium, naturellement riche en morphine (14 %). Pour obtenir le stupéfiant consommé en Belgique, il faut transformer cet opium en morphine pure (sept kilos d'opium afghan pour un kilo de morphine), puis une seconde fois, à volume égal, transformer la morphine en héroïne, consommable par injection. En réalité, après son second passage dans les labos afghans, cette héroïne ne sera pas absolument pure : sa pureté sera de 60 à 80 %.



L'EXPERTE



Letizia Paoli, chercheuse à la KUL, estime que la situation afghane est désormais idéale pour un vaste développement des trafics : l'Etat est à nouveau actif mais pas trop puissant. « Il est clair que l'absence de répression a permis les plantations. Mais le fait que l'Etat revienne dans le tableau en étant corrompu par la drogue, notamment un ministère de l'Intérieur complètement corrompu, cela crée les conditions idéales pour que le trafic de drogue prenne les dimensions d'une entreprise économique à grande échelle. Aujourd'hui, l'Etat commence à combattre le trafic, et vous créez ainsi des incitants à la corruption. Ceux qui sont protégés, par exemple, par le frère Karzaï, se portent beaucoup mieux que ceux qui ne sont pas, et peuvent lancer des trafics à grande échelle... » Letizia Paoli and al., The World Heroin Market. Can Supply be cut?, Oxford University Press, 2009.

Le fermier

Un revenu amputé de plus de la moitié en huit ans

KABOUL Aux heures les plus fastes du trafic, l'opium rimait déjà avec misère et cela n'a pas changé : quelques plants « antidouleurs » dans le jardin familial, puis un demi-hectare à un hectare planté au plus près du village, souvent en propriété partagée. Comparé à n'importe quelle exploitation conduzienne, le premier maillon du trafic a toujours eu piètre allure. En 2008, il a suffi que le prix du blé explose pour que le fermier délaïse le pavot.

Pourtant, l'opium a été une aubaine : en 2003, avant que le fermier ne soit victime de rackets, à l'époque où la police et l'armée dévotaient absentes, l'opium rapportait à lui seul 2,750 euros par ferme par an, soit trois fois le revenu moyen d'une famille afghane. Aujourd'hui ? Après une année 2009 catastrophique due à une mauvaise pluie à la sécheresse, les fermiers ont touché le fond. Le revenu stagne à +/- 1.700 euros par ferme, sans compter une somme d'obligations nouvelles : une insécurité accrue, une taxe de protection (ushr) qui n'est plus liée aux notables du district mais à des intervenants armés, et un préfinancement des cultures (salâm) qui provient d'acteurs de moins en moins locaux. Le business s'est profondément « professionnalisé », donc criminalisé. Sans compter qu'une répression accrue a fait naître un nouvel acteur, le courtier « sous protection » (kamishankar) qui, malgré la guerre, peut encore se déplacer grâce au chef de guerre local. Ces courtiers - deux par village, un à deux dans chaque district, et plusieurs centaines au total au niveau d'une province - représentent désormais un curieux croisement entre l'acheteur et l'usurier-racketteur. Ces courtiers mangent l'essentiel du chiffre d'affaires des agriculteurs, jusqu'à 75 %.

Faut-il pleurer sur le fermier afghan ? Voire. Les prix de l'opium sont repartis à la hausse en ce début 2011. S'ils échappent à la sécheresse, les agriculteurs n'hésitent guère : ce n'est plus le respect de l'Islam qui les empêcherait de cultiver, mais plutôt la peur du gouvernement ou la rareté de l'eau. A l'ouest, les cultures explosent : au moment où les troupes Otan lèveront le camp (2014), le commerce de l'opium battra son plein. ■ A.L.

LA PART DU FERMIER : 0,86 %

Pour 1 kg d'opium séché (d'une teneur en morphine de 14 %), le fermier touche au maximum 123 euros. Il faut acheter sept pains d'opium à ce fermier pour constituer un kilo d'héroïne. Il perçoit donc 861 euros brut pour ce qui deviendra un kilo d'héroïne pure, soit 3.000 à 20.000 doses d'héroïne.

301

C'est le revenu mensuel moyen, en euro, que le pavot procure à un fermier afghan impliqué dans cette culture. Soit un peu moins de 50 euros/mois/personne. En Afghanistan, ce n'est pas rien.

FAUT-IL LÉGALISER ?

Irréaliste Baptisé autrefois « Conseil de Senlys », l'International Council on Security and Development affirme qu'il existe un marché prometteur pour le pavot afghan (et satisfaisant pour les fermiers) : les opiacés légaux, anti-douleurs, morphine. Letizia Paoli (KUL) dément : « La proposition du Conseil de Senlys - est iréaliste : d'abord, il n'y a pas vraiment de demande mondiale, il s'agit d'usines qui ne tourneraient que quelques semaines par an. Et même si vous rencontriez une demande licite internationale, ceci n'empêcherait de toute façon pas les cultures illicites de renaître par ailleurs. Aujourd'hui, les cultures illicites représentent moins de 2 % des terres arables. Dès lors, il suffirait de consacrer, disons, 4 % des terres cultivables d'Afghanistan pour rencontrer à la fois le marché licite... et illicite. C'est une mauvaise idée. »

Les courtiers, trafiquants et leurs protecteurs

La délicate pyramide des « protecteurs »

ISLAM QALA (OUEST)

Aucun courtier ou trafiquant n'a voulu nous recevoir pour cette enquête spécifique ; mais plusieurs protecteurs de trafic nous parlent depuis 2003. Il n'existe pas de marché de l'opium dans chaque village de production, par contre chacun de ces villages dispose en théorie de courtiers (kamishankars) qui regroupent la production au niveau du district. La pratique est plus fluctuante : dans un district du nord-ouest qui nous est devenu familier, neuf zones de culture existent pour trois villages-hameaux, avec deux courtiers de district en tout et pour tout, qui répondent à un même chef, lié à la police locale. Ce chef sert à son tour de courtier au niveau provincial, où ils seraient - nous n'avons pu le vérifier - quatre ou cinq à opérer.

Selon les analyses ONU réalisées dans le sud, la situation d'une province de très haute production est fort différente : dans le Helmand existerait de 600 à 6.000 courtiers. Cette vaste fourchette n'est pas due à l'incertitude des données : les courtiers sont bien identifiés. Le problème est celui

d'une définition : lorsqu'un policier est aussi collecteur, et que sa fonction officielle le pousse à se déplacer de la campagne vers le chef-lieu, comment faut-il l'étiqueter : courtier, trafiquant ou protecteur ?

Ce cas le plus étrange que nous avons documenté est celui d'un général de la police des frontières qui a tenu un rôle-clé à Islam Qala l'un des deux postes de contrôle vers l'Iran : il arrêterait les trafiquants mais devait par ailleurs verser 38.000 euros par an à Kaboul pour garder son grade et sa fonction. Donc, il filtrait. En première ligne de contrôle, il met un homme de confiance, qui empoche, fait mine de ne pas inspecter mais rend scrupuleusement compte à son chef. Aux étapes suivantes de contrôle du véhicule, chaque policier épie l'autre, non pour éviter la corruption mais parce que sur cette seconde ligne de contrôle, la majorité des trafiquants sont implacablement dénoncés. L'équipe a fait merveille sur la frontière ouest jusqu'à l'interception d'une valise de billets destinée à un ministère de Kaboul. ■ A.L.

LA PART DU COURTIER-TRAFIQUANT : 3,38 %

Selon l'ONU, fermiers ET trafiquants capteraient 4,86% des gains. Pourtant, les prix en Iran montrent que seuls 4,5% restent immédiatement en Afghanistan. Il est probable que certaines sommes, payées en cascade, puissent être comptabilisées plusieurs fois. 3,38 % est notre meilleure approximation.

25

Malgré les arrestations régulières, depuis mai 2005, de grands parrains de l'héroïne, 25 « grands trafiquants » seraient encore actifs au plan national en Afghanistan.

LA CORRUPTION

Ancien ministre afghan des Affaires étrangères, candidat malchanceux aux présidentielles, Abdullah Abdullah nous tient sur les revenus de l'héroïne un discours prudent : « Il n'y a pas de doute qu'une partie de l'argent va aux personnes liées au gouvernement. Ces personnes sont influentes, bénéficient de l'argent de l'héroïne et, malheureusement, ne sont aucunement menacées. » Mais lorsque notre micro est coupé, le discours est plus ferme. En substance : nous savons tous que le frère de Karzaï, Ahmed Wali Karzaï, est en charge de ce business à Kandahar, et que Kandahar et le Helmand sont les principaux centres de distribution de l'héroïne. Le président Karzaï continue à nier cette évidence, affirmant que tant qu'il n'a pas vu de ses yeux le chargement d'opium des camions, il n'a pas de preuve. « Voilà la vraie nature du problème, voilà à quel point le trafic d'héroïne nous a infectés ! »

LA PART DES GRANDS PROTECTEURS : 1 à 2 %

Leur part ne s'ajoute pas à celle des trafiquants, elle en est une fraction : gouverneurs, chefs d'administrations, élus ou responsables tribaux, ils sont eux-mêmes trafiquants au niveau provincial ou s'identifient aux intérêts des grands trafiquants à un niveau interprovincial et sont rémunérés par eux.

L'héroïne relie les tribus, assure la stabilité du gouvernement central

EXCLUSIF

KABOUL C'est juste quelques dizaines de cartes et schémas, disons « officieux », des non papers préparés dans les coulisses d'une grande agence internationale mais dont la diffusion publique, munie du sceau de cette agence, est simplement inimaginable : ils expliquent et détaillent comment le gouvernement central de Kaboul et ses entités provinciales, de même que les principaux corps de police et renseignement du pays, sont devenus des acteurs de tout premier plan du trafic d'héroïne. Au pilori : la police des routes, la police des frontières, le service national de sécurité (NDS), au moins un ministre, plusieurs gouverneurs. Ces schémas et les relevés de renseignements qui les accompagnent (coordonnées GPS des trafics, preuves photographiques, organigrammes criminels avec identification des sources) sont opportunément



AHMED WALI KARZAI, demi-frère du président, pointé du doigt. © BANARAS KHAN/AFP

te, est à la fois ministre des Frontières et des Affaires tribales ? Un certain Abdul Karim Barahowie, gouverneur de la province de Nimroz, une province extrême : la plus occidentale d'Afghanistan, et la plus méridionale de la frontière afghano-iranienne. Bref, « la » clé du trafic d'héroïne entre Afghanistan et Iran, lorsqu'on souhaite éviter les postes-frontières officiels. Son adjoint ? Son frère, qui règne de facto sur le business du sud du pays, épiscopat de la production nationale d'héroïne. Pour réussir à drainer l'ensemble de l'héroïne du Sud - produite dans les trois provinces de Kandahar, Helmand et Nimroz -, les deux frères Barahowie vont se

mettre en cheville avec l'un des hommes forts de Kandahar - rien moins qu'Ahmed Wali Karzaï, demi-frère du président, et le commandant de la police afghane des frontières. Sans attendre la fin de cette enquête, Le Soir a fait état de ce dossier dès octobre (à lire sur notre blog).

L'Union sacrée

Mais ce dossier va plus loin que la dénonciation d'un vaste schéma de corruption : il identifie les personnes et niveaux de pouvoir qui sont liés au trafic et compromettent ainsi la totalité des factions ethniques du pays (1). Il serait donc impossible de constituer un gouvernement sans intégrer une ou plusieurs factions liées aux intérêts criminels. Un ancien agent de renseignement US y voit la raison réelle pour laquelle le général Stanley McChrystal a renoncé à pacifier le Sud, a réorienté ses troupes vers Kandahar - et sans le savoir ouvert la voie au premier retrait de troupes US : « Mon opinion est que, lorsqu'il a atteint la rivière Helmand, il s'est rendu compte qu'il avait les yeux plus grands que le ventre : s'il s'attaquait au pavot, il ne provoquerait pas seulement la ruine des agriculteurs, il démantèlerait aussi toute l'architecture de ce narco-Etat. S'il n'y avait l'héroïne et ses deux milliards de dollars de revenus annuels - perso, je pense qu'il s'agit plutôt de 4 milliards - on trouverait-on l'argent pour construire l'infrastructure du pays, pour ériger des shopping malls et gratte-ciel ? » ■ A.L.

(1) A l'exception notoire des Azéris.

L'insurrection

« Ne mettez pas tout sur le dos des talibans »

KABOUL

Fin 2004, pour le Congrès US, les montants pré-tendument empêchés par Al-Qaïda étaient estimés à 28 millions US\$ (21 millions € au taux de l'époque). Absolument invérifiable. Mais... crédible lorsque nous comparons ce chiffre à différentes évaluations des revenus de la drogue encaissés par les insurgés afghans, et ce à diverses époques de leur existence. Fin des années nonante, alors qu'ils étaient au pouvoir, les talibans percevaient chaque année de 75 à 100 millions US\$ sur l'opium et l'héroïne, des montants confirmés par plusieurs instructions judiciaires et procès menés à New York. Après quelques années d'or (2006, 2007) où les talibans ont empêché jusqu'à 400 millions US\$ par an sur l'héroïne, les revenus se sont tassés à un niveau estimé désormais par les enquêteurs ONU à 91 millions €/an. Mais ce chiffre est incomplet : il compile les revenus des taxes de protection payées par le fermier, le camionneur, l'exploitant de laboratoire et le passeur en frontière, mais il ne tient pas compte d'un nouveau revenu auquel semblent s'être attachés les talibans : la gestion de certains laboratoires rudimentaires, et l'importation de produits chimiques précurseurs, essentiels au raffinage de l'héroïne.

Au total cependant, l'équation « talibans = héroïne » demeure sujette à caution : les stupéfiants ne fourniraient que 10 à 15 % des quelque 630 à 650 millions € nécessaires au soutien de l'insurrection. Et le Belge Jean-Luc Le-

91 millions

C'est, en euros, la meilleure estimation des revenus annuels liés à l'opium afghan qu'engrangent chaque année les forces insurgées afghanes. Les sources sont diverses : taxe sur les fermiers, sur les laboratoires, sur les convois et sur l'importation des produits chimiques nécessaires au trafic.

mahieu, patron du bureau afghan de l'agence anti-droge des Nations unies (ONUDC), nous met en garde : « Il faut faire attention : on ne doit pas mettre toute la responsabilité de la drogue sur les talibans. C'est faux ! La collusion entre trafiquants, gouvernement et talibans, voilà ce qui est la faiblesse de ce pays. Il y a une collusion énorme entre les divers intérêts, et c'est absolument faux de dire que les talibans sont responsables de tout : la faiblesse du gouvernement est un élément. (Par ailleurs) il existe une responsabilité des Belges de travailler contre l'addiction en Belgique, tout en gardant un œil sur la situation sécuritaire de l'Afghanistan. Si le gouvernement afghan tombe, les conséquences seront ressenties jusqu'en Belgique même. La globalisation n'est pas uniquement une globalisation économique, c'est aussi une globalisation à tous niveaux, avec des conséquences énormes. Il faut prendre ses responsabilités. » ■ A.L.

LA PART DES INSURGÉS : 0,26 %

Le mouvement du mollah Omar s'enrichissait grâce à l'opium dès 1997, bien avant le début de la dernière guerre d'Afghanistan. A l'heure actuelle, la meilleure estimation ONU évalue entre 10 et 15 % l'apport économique de l'héroïne dans le budget de fonctionnement global des insurgés.